

Dans les arcanes du PTB, le parti qui fait peur

■ Dans les sondages, le PTB grimpe, au détriment des partis classiques. Mais qui est-il? D'où vient-il? Et où va-t-il?

Éclairage Stéphane Tassin

L'histoire du PTB (Parti du travail de Belgique) est jalonnée de crises, de remises en question teintées d'un dogmatisme communiste fort mais aussi d'un regard plus que bienveillant sur Staline, dans la première partie de sa déjà longue histoire. Car le PTB n'est pas un parti nouveau, il est, au contraire, implanté depuis de très nombreuses années dans notre pays.

C'est sur les bases d'un autre mouvement politique – un parti communiste en construction nommé Amada (pour *Alle Macht aan de Arbeiders*), créé en 1970 – que le PTB voit le jour en 1979 sous l'impulsion, notamment, de Ludo Martens, principal idéologue du parti, qui a étudié en profondeur Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao. *"Il utilise, lors des débats qui ont animé le parti, ses connaissances pour imposer sa stratégie et sa vision des choses. Comme il était le seul à avoir lu ces auteurs, il ne souffrait d'aucune contestation"*, explique le politologue de l'ULB Pascal Delwit, qui a écrit voici deux ans un ouvrage de référence consacré au PTB (*"PTB: nouvelle gauche, vieille recette"*, chez Luc Pire).

Décédé en 2011, Ludo Martens avait confié la présidence du parti à Peter Mertens, trois ans plus tôt, après un 8^e congrès qui avait redirigé fondamentalement la stratégie du parti.

C'est à cette époque qu'on a pu voir débarquer dans l'arène politique un certain Raoul Hedebouw qui mettait un visage côté francophone sur un parti qui faisait particulièrement peur. Un tournant heureux pour le parti puisque le PTB a envoyé des élus dans les différents Parlements dès les élections de 2014.

Des liens troubles avec plusieurs pays

Et il aura fallu sept ans (au lieu de cinq) au PTB, aspiré dans le tourbillon médiatique qui a suivi, pour mettre

sur pied ce qui allait devenir son 9^e congrès, en juin 2015. A cette occasion, si de nouveaux éclaircissements sur la position du PTB par rapport au socialisme étaient attendus, on est loin du compte, pour Pascal Delwit: *"Je dirais qu'ils ont maintenu leur ligne initiale. Ils n'ont pas abordé les questions sur leur rapport à leur position historique. Si, sur la Corée du Nord, les choses semblent claires désormais, elles le sont moins sur le Vietnam, la Chine, l'URSS et Cuba"*.

Raoul Hedebouw se veut plus rassurant, sur la Chine tout du moins, *"Nous sommes très clairs sur les reproches que nous faisons à la Chine et à son système économique."* Pourtant, selon Pascal Delwit, des contacts existeraient encore bel et bien avec le Parti communiste chinois. *"Les critiques du PTB sont nuancées, des membres vont à des rencontres avec des communistes chinois. Ils ont aussi des relations avec le Parti communiste philippin et celui du Laos. Pour le Venezuela, ils ne sont pas totalement 'chavistes' mais ils soutiennent le Parti communiste local."*

Un discours différent en interne et à l'extérieur

Depuis le dernier congrès, certaines choses ont changé dans le fonctionnement du parti. Désormais, le président est élu directement par les délégués au congrès (voir infographie ci-contre). Auparavant, il était désigné par le conseil national en son sein. Un conseil national qui est également élu par le congrès et qui a été élargi à près de dix membres supplémentaires suite à la croissance récente du parti. C'est parmi eux que sont choisis les membres du bureau du parti, véritable organe décisionnel. *"Auparavant, le conseil national était essentiellement composé, à quelques exceptions, des membres historiques ou de leurs enfants. Hedebouw ou les frères Pestiaux, par exemple. Peu de nouveaux militants y siégeaient. Avec l'élargissement, cela a un peu changé"*, explique Pascal Delwit qui considère que le PTB n'est pas le parti du seul Raoul Hedebouw. Ce dernier reconnaît d'ailleurs que c'est sans doute un problème d'être considéré côté francophone comme le seul visage connu du parti: *"Nos porte-parole dans les provinces commencent quand même à être connus, certains de nos élus aussi."*

Tout cela prendra encore du temps”.

Ce que Pascal Delwit dénonce aussi dans son ouvrage – en précisant quand même que d’autres partis fonctionnent, dans une certaine mesure, de la même manière –, c’est la distanciation entre *“la salle et la cuisine”*, expliquant par là que les discours qui sont tenus à l’extérieur sont parfois différents de ce que l’on peut entendre en interne. Même si, ces derniers temps, *“j’observe qu’ils ne discutent plus tellement, ils sont essentiellement dans une dynamique de recrutement. Mais je continue à dire qu’ils segmentent leur communication”*.

“Anticapitalistes, marxistes-léninistes”

Concrètement, le PTB tiendrait des discours plus radicaux lorsqu’il se rend dans des rencontres internationales de partis communistes, selon le politologue: *“Vous ne les entendrez pas exposer aux milieux populaires leurs actions et leurs positions sur les immigrés et sur les réfugiés. Car dans certains milieux populaires, il existe des formes de xénophobie”*.

Raoul Hedebouw, pour sa part, conteste et considère que son parti n’a rien à cacher à personne: *“Nous sommes anticapitalistes. S’il faut nous mettre dans une case, on peut dire aussi que nous sommes marxistes-léninistes. Nous voulons une société basée sur d’autres critères que ceux qui sont utilisés actuellement. Mais il n’y a aucune communication à deux vitesses. Il n’y a pas des idées que nous tenons secrètes”*. Sur la question de ces penseurs qui influencent encore le PTB, Pascal Delwit distingue trois personnages clés: *“Marx, Engels et Lénine. Et même si la direction du parti a écarté Mao, ils ont toujours un fond maoïste dans leurs actions. En allant vers les gens, en allant vers le peuple. Quant à Staline, qui n’a jamais été un grand théoricien, pour un certain nombre de cadres historiques, il reste quelqu’un d’important. Mais, désormais, ils intègrent Gramsci (un communiste et révolutionnaire italien mort en 1937 et souvent cité par Paul Magnette, NdR) dans les formations destinées aux cadres du parti”*. Mais sur Staline, par exemple, Raoul Hedebouw le dit et le répète: *“Cette référence n’existe plus chez nous”*.

Quant au rapport éventuel au pouvoir du PTB, une question qui taraude les observateurs et les partis politiques classiques, Pascal Delwit l’analyse dans son livre en se demandant si le PTB jouerait le jeu démocratique s’il arrivait au pouvoir en majorité absolue. Est-ce qu’il organiserait un scrutin en fin de législature? Et si oui, accepterait-il de rendre le pouvoir en cas de défaite? *“C’est une question que j’ai posée à Mertens et Hedebouw. Ils étaient embêtés parce que s’ils disaient oui, c’était une forme d’acceptation totale de la démocratie représentative qu’ils considéraient comme un*

système bourgeois. S’ils disaient non, ce ne serait évidemment pas acceptable. Ils répondent donc qu’ils n’auront jamais de majorité absolue afin d’évacuer la question.”

Les mandataires PS ne cessent de le marteler, depuis qu’Hedebouw l’a annoncé en radio: *“Le PTB ne voudra pas aller au pouvoir avant 15 ans”*. Paul Magnette précise d’ailleurs que *“Raoul Hedebouw a fait un excès d’honnêteté en disant cela”*. Sur cette question de la participation au pouvoir, Delwit considère que le PTB est divisé en interne: *“Par le passé, c’était une question qu’ils ne se posaient pas. Mais à partir du moment où ils montent dans les sondages et qu’ils ont des élus, la question se pose. La réponse d’Hedebouw était un moyen d’évacuer la question. Ils ne le savent pas eux-mêmes, quitte à gérer cette question un jour dans l’urgence”*.

Au pouvoir? Mais avec qui?

Et Hedebouw lui-même, qu’en pense-t-il au fond? *“Monter au pouvoir? Très bien mais avec qui? Le MR et le CDH, c’est compliqué. Le PS et Ecolo? Est-ce qu’il y a chez eux une volonté de sortir des carcans des traités d’austérité européens? Pour l’heure, ils ne le disent pas. Actuellement, nous vivons dans une ligne mise en place par la droite, partout en Europe. On ne changera pas cela en deux ans. Ça prendra du temps. Nous ne voulons pas lutter pour des mandats.”*

Et lorsqu’on lui dit qu’en 2019, en s’excluant automatiquement d’une participation au pouvoir, il permettra peut-être la création d’une alliance PS-MR, Hedebouw répond du tac au tac: *“Ils ne nous ont pas attendus pour mettre en place de telles majorités. Bien sûr que je préférerais un gouvernement de gauche. Mais, pour nous, il sera nécessaire de taxer les millionnaires, sortir de l’austérité et investir dans les services publics. Si on ne trouve personne pour faire ça, nous n’irons pas. Le compromis oui, mais pas la compromission”*.

10 000

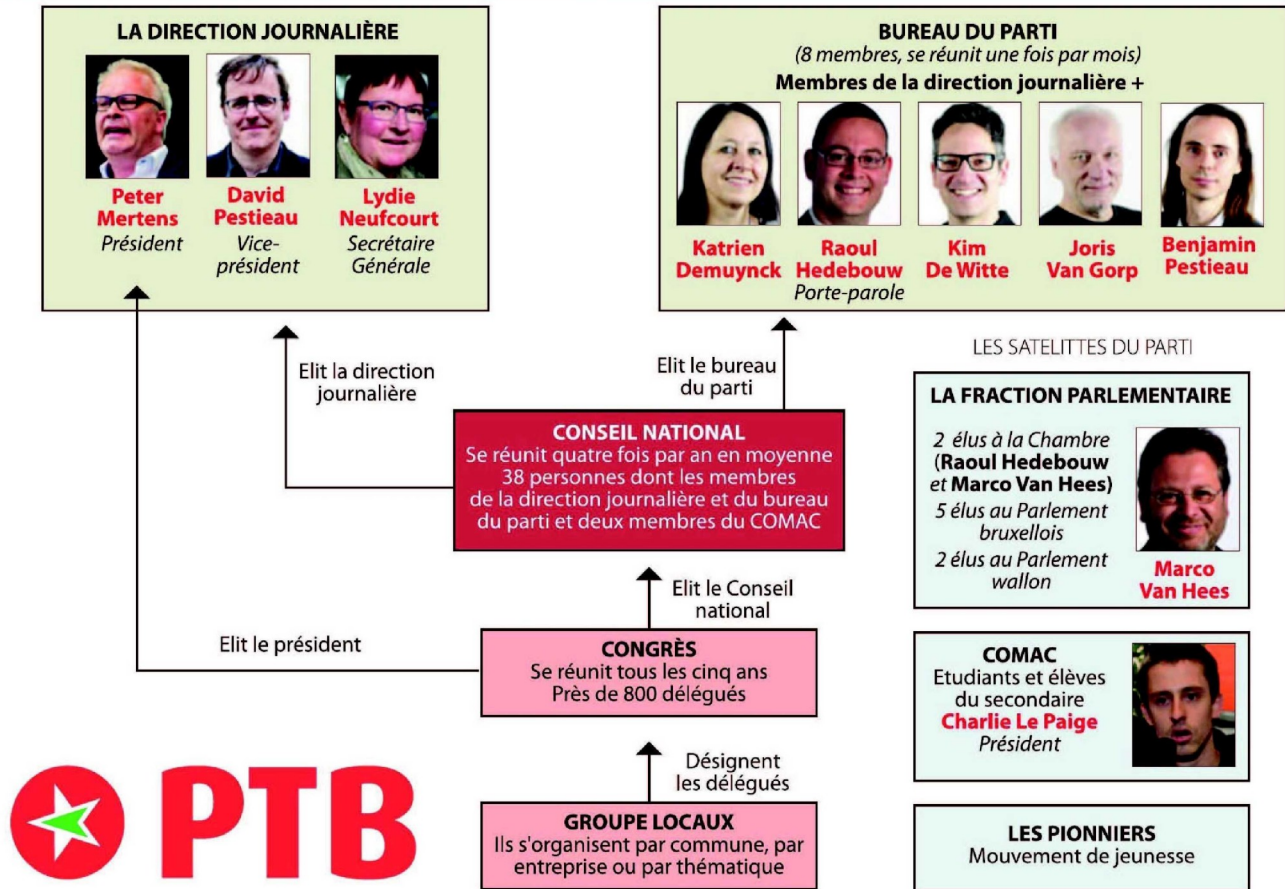
MEMBRES

En mai 2016, le PTB a annoncé avoir atteint le chiffre symbolique de 10 000 membres.

“A partir du moment où ils montent dans les sondages, la question du pouvoir se pose.”

PASCAL DELWIT
Politologue à l’ULB.

L'organigramme du parti et les personnalités qui comptent au PTB



Source : PTB, Belga

IPM Graphic

Les propositions du PTB sous la loupe des économistes

Philippe Defeyt

ÉCONOMISTE

Ancien secrétaire fédéral d'Ecolo et économiste à l'Institut pour un développement durable.

1. La taxe des millionnaires

Pour le PTB : "Cette taxe ne porte que sur les fortunes de plus de 1 million d'euros, montant dans lequel on ne prend pas en compte la première maison dont on est le propriétaire et dont la valeur peut aller jusqu'à 500 000 euros. Il s'agit d'une taxe progressive, avec un taux d'imposition maximal de 3 %; 1 % sur la partie de la fortune excédant 1 million d'euros, 2 % sur la partie excédant 2 millions et 3 % sur la partie excédant 3 millions. La taxe ignore donc toutes les fortunes inférieures à 1 million d'euros et l'habitation du ménage est exemptée pour un montant de 500 000 euros. Concrètement : la tranche non imposée s'élève dans la plupart des cas à 1,5 million d'euros".

L'économiste **Philippe Defeyt** considère que ce type de taxe est envisageable si deux conditions sont respectées : "Elle peut

Bruno Colmant

ÉCONOMISTE

Professeur à la Solvay Business school, chef du service économique de la banque Degroof et ancien directeur de cabinet de Didier Reynders.

fonctionner si le système fiscal comprend un nombre raisonnable et limité de taxes et d'impôts. La deuxième condition, qui me semble la plus difficile, consiste en une harmonisation fiscale et sociale au niveau européen. Ce qui m'étonne, dans la proposition du PTB, c'est que le parti considère qu'il ne faut pas réaliser un cadastre des fortunes mais plutôt se baser sur les déclarations fiscales. Cela me paraît faible. Si on s'attaque aux fortunes mobilières, celles-ci s'arrangeront pour ne plus être fiscalement dépendantes de l'Etat belge."

Pour Bruno Colmant, ce type de taxation sur le capital n'est jamais efficace : "Il vaut mieux taxer un flux plutôt qu'un stock. Cela engendre une méfiance à l'égard du pays, ce n'est pas anodin s'il y a autant de résidents français en Belgique depuis la mise en place d'un impôt sur la fortune en France. Et puis les gens visés mettront en place un système d'évitement. On peut se demander aussi comment les choses se passeront en matière d'héritage."

2. Le modèle kiwi

Pour le PTB : "Le modèle kiwi, qui existe déjà dans différents pays comme les Pays-Bas ou la Nouvelle-Zélande, consiste en un système d'appel public d'offre qui permet de se faire rembourser les meilleurs médicaments aux meilleurs prix. Résultat ? Des médicaments entre 50 et 90 % moins chers. Un modèle qui peut rapporter gros à l'État..."
Le PTB espère qu'un tel modèle rapporte 1, 5 milliards au Trésor belge.

L'économiste, Philippe Defeyt conteste ces chiffres : "J'ai des doutes sur l'ampleur des économies. Je pense que c'est un bon système mais il faut faire attention lorsqu'on parle de marchés publics. Selon moi, la manière de faire consiste à choisir la molécule qui est vendue la moins chère pour une pathologie en particulier et à la rembourser. Il ne faut pas voir cela dans une perspective de marchés publics classiques. Mais ce programme est quantitatif et pas qualitatif. On peut se demander si, actuellement, le vrai problème n'est pas la surconsommation de médicaments plutôt que le coût des médicaments."

Bruno Colmant confesse ne pas bien connaître le modèle kiwi. Mais il précise quand même qu'"en matière de médicaments, il faut tenir compte d'une chose importante: pour les vendeurs de médicaments, il est important de dégager assez de ressources pour continuer la recherche et le développement. C'est pourquoi, actuellement, les génériques constituent un problème pour les firmes pharmaceutiques."

3. La gratuité totale des transports en commun

Pour le PTB : "les réseaux de la SNCB, des TEC, de De Lijn et de la STIB doivent être coordonnés au niveau de l'offre et des prix. La gratuité est un facteur déterminant pour pousser les gens à abandonner leur voiture. Une étude scientifique récente note la possibilité d'attirer jusqu'à 52 % d'utilisateurs de voiture."

L'économiste Philippe Defeyt considère que cette mesure n'est pas bonne. "Il pourrait y avoir un aspect positif, c'est de voir des gens qui ne se déplacent pas, se déplacer. Par contre, ce qui est négatif comme conséquence c'est que l'on verra augmenter le recours aux transports. A Hasselt, la gratuité était de mise à une époque mais on a vu des gens qui allaient par exemple au café dans leur quartier se déplacer vers les cafés du centre-ville. Ils multipliaient donc leurs déplacements. Il faut réduire absolument la mobilité qui n'est pas douce."

Bruno Colmant voit cette proposition de manière plus contrastée: "Même si je pense que c'est complètement impayable, je crois que ce n'est pas complètement idiot. On pourrait imaginer la gratuité lorsqu'il s'agit de se rendre au travail et de faire payer quand cela concerne les loisirs. En France, on vient d'autoriser les sociétés de bus à bas coûts qui permettent de voyager un peu partout dans le pays, ce système fonctionne très bien. Il y a une demande."

4. La réduction du temps de travail

Pour le PTB : "très à la mode en ce moment, cette idée version PTB considère que travail professionnel, travaux familiaux, hobbies, engagement associatif, sport, relations sociales avec ses amis, son voisinage... tout cela ne serait-il pas plus facile à combiner si nous travaillions, par exemple, chaque jour deux heures de moins ou chaque semaine huit heures en moins ?"

L'économiste Philippe Defeyt défend plutôt cette idée : "Il est nécessaire d'améliorer l'accès à l'emploi, c'est une évidence. Mais il est clair qu'une telle mesure ne fonctionnera pas si elle est trop mécanique et généralisée. On peut estimer le coût d'une telle mesure de réduction en maintenant le niveau du salaire, entre 10 et 20 milliards. Cela doit inévitablement être une priorité politique si on veut que ça soit payable."

Bruno Colmant ne veut rien entendre : "Il faut arrêter avec ça. Qu'il existe un problème de quantité et de qualité du travail, c'est indéniable. A long terme, je pense que le vieillissement de la population et la démographie vont finir par régler le problème naturellement. Dans cette proposition, on veut deux choses incompatibles: une économie flexible avec les avantages d'une économie planifiée. Si les gens veulent travailler moins, il faut qu'ils acceptent de gagner moins. C'est un mauvais signal qui dévalorise la valeur travail". Et si on lui oppose l'argument de Raoul Hedebouw qui dit que "les congés payés, c'était aussi une mesure anti-économique, et pourtant on l'a fait à l'époque", Bruno Colmant considère que c'est un mauvais argument : "A l'époque, le pays était dans une économie manufacturière. Au 21^e siècle, c'est une économie de service, de multitravail et de souplesse. C'est incomparable."

5. La suppression des intérêts notionnels

Pour le PTB : "Cette proposition doit permettre de dégager des moyens visant à financer d'autres mesures. On peut estimer gagner entre 2 et 3 milliards mais ce sont des montants qui fluctuent", explique Raoul Hedebouw.

L'économiste Philippe Defeyt conteste vigoureusement cette analyse : "Tout le monde est d'accord pour les supprimer mais il y a un problème de taille, c'est que leur suppression ne rapporterait quasiment rien puisque les taux d'intérêt sont très bas."

Bruno Colmant ne dit pas autre chose (pour rappel, il est d'ailleurs le père des intérêts notionnels) : "C'est une mesure de haute conjoncture. Elle fonctionne quand le coût de l'argent est élevé. Je rejoins Philippe Defeyt lorsqu'il dit que cela ne rapporterait rien de les supprimer actuellement."

Le PTB vise aussi les étudiants

■ Comac, le mouvement jeune du PTB, rassemble les étudiants des universités et hautes écoles.

Comme la plupart des grands partis, le PTB a, lui aussi, une branche de son mouvement destinée à la jeunesse. En 2003, l'organisation décide de fusionner son mouvement "Marxiste-léniniste", destiné aux étudiants, et "Rebelle" -rebaptisé "Red Fox", qui cible les élèves du secondaire. Comac-pour Communistes actifs- naît de cette fusion. "Les pionniers", un mouvement destinés aux enfants de 6 à 16 ans, a également vu le jour et propose des camps de vacances.

L'organisation cible avant tout les jeunes belges de 14 à 30 ans, "qui n'acceptent pas la société actuelle. Les jeunes qui n'acceptent pas de voir leur avenir hypothéqué par une minorité qui veut toujours plus de profit, qui refusent de voir la nature détruite par l'appât du gain, qui n'acceptent pas les guerres fuites au nom du pétrole ou du dollar. Les jeunes qui veulent une société juste, une société qui répond aux besoins des gens et pas du profit", peut-on lire sur son site internet. Cette vision du monde se résume dans un slogan, "Change the world", en référence à Che Guevara.

Comac compte aujourd'hui 464 membres répartis dans les grands campus du pays. Le mouvement a un peu plus de succès du côté francophone, notamment à l'Université libre de Bruxelles (ULB), un campus "traditionnellement plus contestataire", affirme Charlie Le Paige, président de Comac.

Un mouvement hyperactif

"Nos membres sont des jeunes qui veulent se battre contre les injustices, qui souhaitent changer la société telle que l'on la connaît. Nous menons de nombreuses actions sur le climat, sur l'accueil des réfugiés ainsi que sur l'éducation. Nous faisons partie des mouvements po-

litiques les plus actifs sur les campus", continue le président.

Tout comme le PTB, l'action de Comac se fait avant tout sur le terrain car "ce n'est pas dans les salons que les décisions politiques doivent se prendre". Les membres du mouvement étudiants font dès lors partie des grandes manifestations organisées afin de protester contre les mesures du gouvernement Michel.

Sur les campus universitaires, Comac distribue des tracts, des stickers, organise des projections de films ou documentaires à caractère contestataire afin de sensibiliser les jeunes étudiants à leur cause et agrandir leurs rangs. "Nous nous arrangeons également pour communiquer nos idées aux étudiants en mobilisant un auditoire avant un cours, par exemple. S'ils sont intéressés, ils peuvent venir nous trouver".

Une participation annuelle de cinq euros est demandée aux futurs membres. "Nous souhaitons en effet qu'ils s'engagent pleinement". La campagne de recrutement lancée au début de cette année académique à travers les différents campus semble se dérouler pour le mieux. Surtout du côté de Liège, "où le mouvement accueille un nombre de membres de plus en plus élevé au fur et à mesure des années".

Syndicats étudiants

Et les anciens membres du mouvement viennent souvent gonfler les rangs du PTB à la fin de leurs études. "Un bon nombre d'entre eux prennent leur carte de parti et continuent leur engagement lorsqu'ils ne sont plus dans les universités où dans les hautes écoles", explique Charlie Le Paige.

Les membres en sont conscients, "ce n'est pas non plus la jeunesse, seule, qui changera la société. Elle pourra jouer un rôle important si elle lutte aux côtés de l'ensemble des travailleurs et peuples qui subissent l'exploitation". Le président les

incite alors à rejoindre les partisans du PTB lors des manifestations. Comac est partout là où les étudiants pourraient se trouver. Ainsi, il n'est pas rare que plusieurs membres du mouvement fassent également partie de syndicats étudiants tels que la Fédération des étudiants francophones (Fef). Il y a quelques années, il était ainsi reproché au syndicat de compter parmi ses membres près de la moitié de partisans de Comac.

Purge à la Fef

De nombreux étudiants de la Fef s'étaient alors plaints d'une intrusion certaine des jeunes PTB dans leur programme, les idées soutenues par les deux organisations devenant identiques. "On ne pouvait faire de différence entre les idées soutenues par la Fef et celles

défendues par Comac. A l'époque, la Fef avait d'ailleurs perdu de nombreux membres qui ne supportaient plus cette surreprésentation", explique une personne proche des différents syndicats étudiants.

Depuis, les choses ont changé. "Notamment grâce à Corinne Martin, présidente de la Fef entre 2013 et 2014. Elle a réalisé une véritable purge en interne". La Fef conseille d'ailleurs désormais à ses membres de ne pas s'affilier à un parti. "S'ils le faisaient maintenant, ils se feraient engueuler, je pense".

"Aujourd'hui, le secrétaire général de la Fef participe activement aux diverses activités et manifestations de Comac, ce qui pourrait encore entraîner une confusion entre les idées et les revendications de la Fef et celles de Comac".

Louise Vanderkelen

"Un bon nombre de membres de Comac s'affilient au PTB après leurs études."

CHARLIE LE PAIGE
Président de Comac.

Le PS ne panique pas (encore) mais affûte sa communication

■ Le parti semble divisé sur la stratégie à mener pour contrer la montée du PTB. Plusieurs lignes s'opposent.

Elio ne croit pas aux sondages." Ce n'est pas encore tout à fait la panique au Parti socialiste mais dans les bureaux du boulevard de l'Empereur, au siège du parti, on ne peut plus ni mépriser ni feindre d'ignorer cette concurrence à gauche incarnée par le PTB. Quel est l'impact de cette fulgurante ascension pétébiste sur la stratégie électorale du PS ? "C'est plus le phénomène que les chiffres qui inquiète le PS, explique un socialiste en off. Les mandataires s'en rendent compte sur le terrain, les gens en ont marre du système et des partis politiques traditionnels. Nous allons devoir expliquer mieux les politiques que nous menons."

Pas plus tard que lundi passé, le "Boulevard" organisait un "séminaire" où furent présentés les résultats complétés des derniers sondages et études, confirmant le désamour des masses pour les partis traditionnels. L'objectif était clair : concentrer la communication des mandataires PS sur leur propre action.

Les propositions relatives à la réduction du temps de travail et à la représentation des travailleurs dans les entreprises ne sont naturellement pas présentées comme des réponses à la montée du PTB mais comme le fruit naturel du chantier des idées, initié par le président Di Rupo.

Les lignes Di Rupo et Magnette s'opposent

Ceci dit, d'aucuns avaient pu lire dans les récentes déclarations d'une Laurette Onkelinx fustigeant les slogans simplistes du PTB, une forme d'agressivité nouvelle à l'égard du parti de Raoul Hedebouw. C'est oublier un peu vite la rhétorique assassine d'un Paul Magnette ou d'un Jean-Claude Marcourt qui s'était exprimée dès avant les élections de 2014.

Depuis, d'ailleurs, la ligne du PS par rapport au PTB ne semble pas avoir sensiblement bougé. "La montée du PTB nous conduit à rester ce que nous sommes, explique Ahmed Laaouej, un des fers de lance de l'opposition PS à la Chambre. Le PTB cherche à grandir de plus en plus jusqu'à ce que la gauche obtienne une majorité absolue. Dans l'intervalle, il refuse de participer au pouvoir, c'est la grande différence avec nous. Nous sommes un parti qui entend participer à la gestion du pays pour défendre les travailleurs et les allocataires. Et cela nécessite inmanquablement des com-

promis, au minimum avec le centre. Aujourd'hui, le PS et le PTB sont dans l'opposition. Est-ce que cela a empêché le saut d'index ? Non. La retraite à 67 ans ? Non. La hausse de la TVA sur l'électricité ? Non. Le PTB affaiblit la gauche et ne fait que faciliter l'accès au pouvoir de la droite." Voter PTB, c'est faire gagner la droite. L'argument est classique et, c'est certain, battra campagne jusqu'aux élections communales de l'automne 2018.

D'ici cette échéance, le président Di Rupo va devoir serrer les rangs. "Il regrette qu'en interne, les divergences s'affirment plus facilement qu'avant, témoigne un mandataire. On ne peut pas dire que lui et Paul Magnette sont toujours d'accord. Magnette plaide pour braquer à gauche, Elio entend plutôt rester sur une ligne socio-démocrate. Si les élections de 2018 se passent mal, ce sera fatal pour Elio..." En interne, bruissent en effet certaines critiques sur la présidence d'un Di Rupo âgé, qui, après son passage au 16, rue de la Loi, ne serait pas le mieux placé pour incarner le changement. Faiblesse, il incarne plutôt l'exclusion des chômeurs décidée par son gouvernement. Un compromis très douloureux qui, regrette-t-on au PS, occulte toutes les autres mesures plus marquées à gauche que le Montois a portées entre fin 2011 et mai 2014 au niveau fédéral. Notamment en matière de fiscalité sur le capital.

En attendant la fin 2018 et dans l'intérêt suprême du parti, ces dissonances devraient rester confinées. A moins que les saillies du PTB ne jettent le trouble parmi les députés socialistes.

"Les médias laissent sa chance au PTB"

Au PS, on déplore aussi un virage médiatique parfois perçu comme une volonté de nuire au parti. "Les médias sont en train d'installer le PTB dans le paysage. Ils semblent avoir décidé de lui laisser sa chance", constate un socialiste. "Notre adversaire c'est la droite, pas le PTB, martèle-t-on boulevard de l'Empereur. Nous ne nous occupons pas du PTB. Nous sommes convaincus de nos propositions qui sont progressistes et innovantes. A nous de montrer ce que nous faisons là où nous exerçons le pouvoir. Nous verrons bien ce qui se passera..."

Au PS, on compte sur la formidable capacité de mobilisation militante qui, lors des élections passées, a fait mentir bien des sondages.

Mathieu Collevin

"Le PTB affaiblit la gauche et ne fait que faciliter l'accès au pouvoir de la droite."

AHMED LAAOUEJ

Député fédéral de la Région bruxelloise.